



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mardi 18 Avril 2023

EL MOUDJAHID
LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

Rétablissement de la dignité du citoyen : Le Président Tebboune droit devant

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a démontré que le serment prêté après son élection à la magistrature suprême, et réitéré lors de son discours d'investiture, de rétablir et de préserver la dignité du citoyen, est en fait une guerre ouverte.

EL MOUDJAHID
LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

CPA - Finance islamique : De nouveaux produits destinés à l'investissement

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) lancera prochainement dans le cadre de la finance islamique de nouveaux produits de financement destinés aux projets d'investissement notamment le financement de l'approvisionnement de matières premières pour les entreprises, a indiqué le chef de département de la finance islamique au niveau de cette banque publique, Sofiane Mazari.

Projet de la loi relative à la retraite - Goumiri : «Atténuer l'impact de l'inflation»

L'économiste Mourad Goumiri estime que les premières mesures concernant la retraite ne sont que des mesures de rattrapage, non des augmentations à proprement parler, et plaide à réfléchir d'ores et déjà aux conditions de départ à la retraite, pour maintenir le système par répartition qui est le nôtre actuellement, au risque d'aller à une catastrophe programmée, dans la mesure où la CNR n'arrive à boucler ses comptes que grâce aux subventions de l'État, de l'ordre de 500 milliards de DA.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

CPA: de nouveaux produits destinés à l'investissement dans le cadre de la finance islamique

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) lancera prochainement dans le cadre de la finance islamique de nouveaux produits de financement destinés aux projets d'investissement notamment le financement de l'approvisionnement de matière première pour les entreprises, a indiqué le chef de département de la finance islamique au niveau de cette banque publique, Sofiane Mazari.



Conseil des ministres/Augmentation des salaires, des pensions de retraite et de l'allocation chômage

La bataille sociale du Président

Pas un Algérien, actif ou pas, qui n'ait pas bénéficié des décisions présidentielles, dont le seul objectif consiste à sauvegarder la dignité de l'ensemble de la communauté nationale.

Sur décision du président de la République, l'allocation de solidarité passe à 12000 DA, pour ceux qui perçoivent 10000 DA. Décidée par le président de la République lors du dernier Conseil des ministres, cette augmentation peut paraître dérisoire, mais les Algériens ont de la mémoire. Ils se souviennent de la promesse du Président qui a pris l'engagement d'améliorer les revenus des citoyens par petites touches.



Banque d'Algérie

Des mesures pour contenir l'inflation

Les réserves de change ont atteint 66,14 milliards de dollars à fin mars 2023 tandis que les avoirs FRR atteignent 833,73 milliards de dinars.

Pour contenir et tenter de baisser l'inflation, la Banque d'Algérie a pris de nouvelles mesures. Il s'agit notamment, selon le communiqué de la Banque centrale, d'augmentation du taux de réserve obligatoire et le renforcement des reprises de liquidités bilatérales.



L'économie mondiale inquiète le marché pétrolier

Le baril cale

Le Brent qui avait aligné quatre séances de hausse consécutive la semaine dernière reculait de 40 cents hier à 12h15, pour se négocier à 85,91 dollars.

Les débuts de semaine sont souvent difficiles pour les prix du pétrole. Un constat confirmé hier. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du pétrole algérien, pour livraison en juin qui avait aligné quatre séances de hausse consécutive la semaine dernière, reculait de 40 cents hier à 12h15, pour se négocier à 85,91 dollars.



Retour sur les décisions du Conseil des ministres : Le caractère social de l'Etat confirmé

Les efforts de l'Etat pour améliorer le pouvoir d'achat des citoyens se poursuivent. Après le relèvement du salaire national minimum garanti (SNMG) de 18.000 à 20.000, les augmentations des salaires et de l'allocation chômage et bien avant l'exonération des salaires inférieurs à 30.000 DA de l'impôt sur le revenu global (IRG) au profit de quelque 6,5 millions de citoyens, le président de la République a décidé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, de porter l'allocation de solidarité à 12.000 DA pour ceux qui perçoivent 10.000 DA et à 7.000 DA pour ceux qui perçoivent 3.000 DA, réitérant son engagement à poursuivre la stratégie d'amélioration du niveau de vie des citoyens, dont les retraités.



Souhil Meddah, expert en ingénierie financière : «Le consommateur est un agent économique dynamique»

Dans cet entretien, Souhil Meddah, expert en ingénierie financière, revient sur les nombreuses mesures prise par l'Etat pour renforcer le pouvoir d'achat, tout en mettant en avant d'autres pistes de solutions à même de protéger les catégories les plus vulnérables.



Adhésion de l'Algérie aux BRICS: La Russie renouvelle son soutien

L'Ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie, Valerian Shuvaev, a exprimé la volonté de son pays d'approfondir les liens politiques, économiques et culturels avec l'Algérie.

Le diplomate a précisé, lors de sa rencontre avec le Secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, que « l'Algérie est un grand ami de la Russie et un partenaire fiable qui jouit du respect au sein de la communauté internationale ». Aussi, a-t-il mis en avant la nécessité de rechercher de nouveaux horizons de coopération et d'investissement dans les domaines militaire et énergétique.



CPA: de nouveaux produits destinés à l'investissement dans le cadre de la finance islamique

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) lancera prochainement dans le cadre de la finance islamique de nouveaux produits de financement destinés aux projets d'investissement notamment le financement de l'approvisionnement de matière première pour les entreprises, a indiqué le chef de département de la finance islamique au niveau de cette banque publique, Sofiane Mazari, selon l'agence officielle.

Réserves de change Le solde global a atteint 66,14 milliards USD à la fin mars 2023

La Banque d'Algérie (BA) a fait savoir que l'évolution des fondamentaux de l'économie nationale montre que le solde global estimé à la fin mars 2023 de la balance des paiements enregistre un excédent de 4,5 milliards de dollars.

Quant aux réserves officielles de change (y compris les droits de tirage spéciaux DTS), exprimées en équivalent dollar américain, elle ont atteint 66,14 milliards de dollars à fin mars 2023 contre 60,99 milliards de dollars à fin décembre 2022, en contexte de forte amélioration du compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie qui enregistre à la fin mars 2023 un solde positif de 1788,31 milliards de dinars dont 833,73 milliards de dinars logés dans le Fonds de régulation des recettes (FRR), détaille la même source.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

RÉTABLISSEMENT DE LA DIGNITÉ DU CITOYEN EN AMÉLIORANT SON LE NIVEAU DE VIE : Le Président toujours au front

Ceux qui parient sur un quelconque renoncement ou d'un décrochage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, par rapport à ses engagements envers le citoyen se trompent sur toute la ligne. Les actes peuvent témoigner en sa faveur.

En effet, à chaque tentative visant à retarder l'avènement de l'Algérie nouvelle, les défaitistes butent contre un homme déterminé qui vient, ce dimanche en Conseil des ministres, confirmer son attachement au serment qu'il avait prêté devant le peuple un certain 19 décembre 2019. À savoir, lutter inlassablement, contre vents et marées, jusqu'au rétablissement de l'Algérien dans son droit absolu à un salaire, une pension de retraite et à une allocation de chômage et de solidarité décentes de telle sorte à lui permettre d'aspirer à une vie digne et confortable.



L'Algérie va participer à un forum des Brics+

L'Algérie avance à pas sûrs vers une adhésion au groupe des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), et marque une de ses premières activités au sein de ce groupe, en prenant part, en décembre prochain à un forum juridique en comité élargi, avec la participation d'une quinzaine de membres des Brics+.

Les réserves de change en hausse

Malgré un pétrole en baisse

Les réserves de change ont augmenté de plus de 5 milliards de dollars durant le premier trimestre 2023. Elles sont passées de 60,99 milliards de dollars à fin décembre 2022 à 66,14 milliards de dollars à fin mars 2023. Ces derniers chiffres ont été communiqués avant-hier par le Comité des opérations de politique monétaire (COPM) de la Banque d'Algérie.



بدأت طلائعها بانتزاع الرئيس تبون ثقة الشعب في انتخابات نزيهة وشفافة كرامة المواطن.. معركة الشجعان وحرب الفرسان

- حزم وعزم لتخليص الوطن والمواطن من مظاهر الغبن والإساءة
- حماية القدرة الشرائية للجزائريين فوق كل اعتبار واهتمام لدى الرئيس
- إلغاء الضريبة على دخل الفئات الهشة ورفع الأجر القاعدي الأدنى.. وعد ووفى
- 47% زيادات في الأجور خلال ثلاث سنوات بقرار جريء
- رفع الحد الأدنى لمنح التقاعد وتعديل القانون مع الزيادات في المنح والمعاشات
- تعديلات مسّت الشبكة الاستدلالية لمرتبات الموظفين
- قرار تاريخي بإدماج 600 ألف متقاعد في مناصبهم بقطاعات عمومية

مرة أخرى يعود رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، ليثبت بالحجة والدليل القاطع، أن قسم اليمين التي أداها بعد انتخابه رئيسا للجمهورية باسترجاع كرامة المواطن وحفظها وما زاد على تأكيده أيضا في خطاب التنصيب، إنما هي حرب بدأت ولن تتوقف.

مجلس الوزراء المنعقد الأحد برئاسة رئيس الجمهورية، قرّر تعديل قانون التقاعد لتكيفه مع هذه الزيادات الاستثنائية في المنح والمعاشات، التزاما من السيد الرئيس لتحسين المستوى المعيشي لهذه الفئة التي قدمت الكثير للجزائر خلال سنوات الخدمة.

إن كرامة المواطن التي يرعاها رئيس الجمهورية بإشراف مباشر منه، هي إذن حرب بدأت ولن تتوقف وهدفها أن يفتخر المواطن الجزائري بدولته التي لا تقبل الانبطاح وأن تسير برأسها مرفوعا بين الأمم.



أقرها بنك الجزائر منذ 15 أفريل الجاري

احتياطي الصرف يتخطى 66 مليار دولار والبنوك باحتياط جديد

قررت لجنة عمليات السياسة النقدية لبنك الجزائر، رفع نسبة الاحتياطيات الإلزامية من 1 % إلى 3 % بداية من 15 أفريل الجاري وتعزيز عمليات سحب السيولة الثنائية التي تم إدراجها في شهر سبتمبر 2020 لتصل إلى 600 مليار دينار.



أزيد من 6 مليارات دولار في صندوق ضبط الإيرادات

بنك الجزائر يحاصر زيادات الأسعار بامتصاص التضخم

كشف بنك الجزائر في اجتماعه الأخير لاستعراض التطورات الرئيسية للوضع الاقتصادي والمالي في الجزائر، عن تحسن المؤشرات النقدية والمالية بشكل ملحوظ مطلع سنة 2023.



تمويلات إسلامية جديدة للاستثمار من القرض الشعبي

كشف رئيس قسم الصيرفة الإسلامية سفيان مزاري، أن القرض الشعبي الجزائري سيطلق قريبا، منتجات تمويلية إسلامية جديدة موجهة للمشاريع الاستثمارية.

وأوضح مزاري لوكالة الأنباء الجزائرية أن: “التوجه الجديد للبنك العمومي يكمن في مرافقة المؤسسات الراغبة في تجسيد مشاريع استثمارية، لا سيما من خلال تمويل تموين المؤسسات بالمادة الأولية. مما يساهم في تحقيق الإنعاش الاقتصادي.”



منتجات تمويلية جديدة للمشاريع الاستثمارية

سيطلق القرض الشعبي الجزائري قريبا، في إطار الصيرفة الإسلامية، منتجات تمويلية جديدة موجهة للمشاريع الاستثمارية ولاسيما تمويل تموين المؤسسات بالمادة الأولية.

SITUATION FINANCIÈRE, INFLATION, CRÉDITS À L'ÉCONOMIE...

Les mesures de la Banque d'Algérie

Après avoir passé au crible la situation économique du pays, lors de sa réunion ordinaire de jeudi dernier, le Comité des opérations de politique monétaire (COPM) de la Banque d'Algérie a pris des mesures avec, en guise de priorité évidente, l'élimination des potentielles sources d'inflation ou de celles qui l'entretiennent.

Les perturbations, toujours en cours depuis 2020, des chaînes d'approvisionnement mondiales qui ont induit une forte inadéquation entre l'offre et la demande n'ont pas épargné l'Algérie où, depuis l'année dernière notamment, la situation est marquée par des augmentations de prix d'une très large panoplie de produits résultant d'une offre loin de répondre à la demande en raison de la production locale limitée pour la plupart de ces produits, d'une part, et des multiples tours de vis opérés contre les importations, d'autre part. Le résultat, c'est un taux d'inflation en glissement annuel qui tourne autour de 9% depuis la fin de l'année 2022 après avoir tourné autour de 7% durant l'année 2021. «Au vu de l'évolution de la situation économique, monétaire et financière nationale et internationale ainsi que de ses perspectives à court et moyen terme, notamment celle ayant trait à l'évolution de l'inflation, du crédit, de la liquidité bancaire et de la croissance économique», le COPM de la Banque d'Algérie (BA) a pris les mesures qui s'imposent de telle sorte à ce que, dans un premier temps, soient ciblées les sources de l'excès de liquidité, potentiellement inflationnistes, tout en faisant en sorte que cela n'altère ni n'augmente les coûts des moyens financiers dédiés au financement de l'économie nationale par le système bancaire.

Relèvement du taux de réserve obligatoire des banques

À la lumière de l'évolution de la situation économique, monétaire et financière nationale et internationale et de leurs perspectives à moyen terme, le

COPM a décidé de relever à 3% le taux de réserve obligatoire des banques, après l'avoir réduit entre 2020 et l'année dernière à 2% puis 1%, et de renforcer les reprises de liquidité bilatérales introduites au mois de septembre 2020 pour les porter à 600 milliards de dinars. Des mesures qui ciblent, donc, dans un premier temps, les sources de l'excès de liquidité, potentiellement inflationnistes, tout en maintenant le système bancaire en situation permettant le financement de l'économie nationale sans effet d'éviction et sans coûts supplémentaires. Il faut dire que, comme l'explique la Banque centrale, la liquidité bancaire n'a cessé d'augmenter, passant de 1 996,41 milliards de dinars en fin décembre 2022 à 2 475,817 milliards de dinars il y a un peu plus de deux semaines. Une augmentation conséquente de la liquidité des banques qui se trouve être le produit de l'augmentation des revenus des exportations, explique la première institution monétaire et financière algérienne. La liquidité des banques qui, selon les constats dressés, contraste avec la croissance des crédits à l'économie que la BA juge modérée, 3,27% à fin décembre 2022 et 0,64% à fin février 2023. Ce qui participe à justifier le relèvement des réserves obligatoires des banques, c'est-à-dire les sommes que les banques commerciales sont tenues de déposer sur leur compte à la Banque d'Algérie, une sorte de garantie.

Retour progressif à la normale, après la période Covid

Lors de sa réunion, le Comité des opérations de politique monétaire a évalué la mise en œuvre de la normalisation progressive de la conduite de la politique monétaire post-Covid entamée vers la fin du premier trimestre 2022 par le retour à la normale en matière d'application par les banques et les établissements financiers des normes prudentielles en termes du seuil minimum du coefficient de liquidité et de l'obligation de constitution du coussin de sécurité, entre autres leviers par lesquels avait agi la BA pour contrer du mieux que le

pays le pouvait les effets de la pandémie. Une période qui a vu entre autres mesures prises par les autorités monétaires et financières du pays, la mise sur pied d'un Programme spécial dit de refinancement (PSR) auquel a été allouée une enveloppe d'un montant de 2 100 milliards de dinars (près de 15 milliards de dollars) initié par la Banque d'Algérie en juillet 2021 et qui a été clôturé en juin 2022. Selon la BA, à ce jour, un montant de 463,37 milliards de dinars, soit 22% du programme, a été déjà remboursé.

Le FRR et les réserves de change regagnent des couleurs

La belle conjoncture financière que traverse le pays, évidemment en grande partie grâce aux revenus des hydrocarbures, ressort clairement de l'état des lieux dressé par la «Banque des banques». L'évolution des fondamentaux de l'économie nationale montre que le solde global estimé à fin mars 2023 de la balance des paiements enregistre un excédent de 4,5 milliards de dollars. Les réserves de change, droits de tirage spéciaux (DTS) compris, ont atteint 66,14 milliards de dollars à fin mars 2023, contre 60,99 milliards de dollars à fin décembre 2022 en contexte de forte amélioration du compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie qui enregistre à fin mars 2023 un solde positif de 1 788,31 milliards de dinars dont 833,73 milliards de dinars logés dans le Fonds de régulation des recettes (FRR) qui, ainsi, et après avoir été mis à sec vers le début 2017, retrouve de belles couleurs. Le même FRR qui était d'un montant de 698,1 milliards de dinars à fin septembre 2022, selon un document plus exhaustif relatif à la situation économique du pays publié par la Banque d'Algérie le mois dernier. Une belle conjoncture sur le plan financier qui, toutefois, a charrié quelque inquiétude avec l'augmentation inconsidérée de la liquidité bancaire qui s'est muée, donc, en facteur inflationniste.

Azedine Maktour

Rétablissement de la dignité du citoyen : une guerre ouverte

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a démontré que le serment prêté après son élection à la magistrature suprême, et réitéré lors de son discours d'investiture, de rétablir et de préserver la dignité du citoyen, est en fait une guerre ouverte.

En effet, la décision prise par le Président Tebboune lors du Conseil des ministres, le dimanche 16 avril 2023, relative à l'augmentation de l'allocation de solidarité à 12 000 DA pour ceux qui perçoivent 10 000 DA et à 7 000 DA pour ceux qui perçoivent actuellement 3 000 DA et qui devrait toucher près d'un million de bénéficiaires, se veut une autre confirmation que la sauvegarde de la dignité du citoyen est érigée en programme à part entière, un programme pour lequel il œuvre sans relâche en concrétisation des engagements pris devant le peuple algérien et en préservation du message des valeureux Chouhada.

Le Président de la République insiste dans tous ses discours que la guerre pour le rétablissement de la dignité du citoyen, déclenchée à son arrivée à la tête du pays, ne cessera pas avant l'éradication, avec fermeté

et détermination et la contribution des hommes dévoués, de toutes les formes de misère et les aspects nuisibles au pays, un point d'ailleurs sur lequel il a insisté dans son allocution à l'ouverture de l'année judiciaire 2022-2023.

La préservation de la dignité et du pouvoir d'achat des citoyens, toutes catégories confondues, est placée par le Président de la République au dessus de toute autre considération, tel que souligné dans son message à l'occasion de la Journée mondiale du travail de 2022. La sauvegarde des emplois et la protection sociale ne sont également pas en reste, des volets pour lesquels l'on mobilise les ressources financières nécessaires, notamment au profit de la classe moyenne, des personnes au revenu limité, et des catégories démunies, et c'est là une réalité indéniable.

La guerre pour le rétablissement

de la dignité du citoyen se poursuit depuis l'arrivée au pouvoir du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Une guerre qu'il mène toujours pour réunir les conditions permettant aux travailleurs, en particulier, et à leur enfants de vivre dans la quiétude et la dignité, en œuvrant au renforcement de la place de cette catégorie qui mérite une attention particulière, tel que souligné par le Président Tebboune dans son message aux travailleurs algériens à l'occasion de leur fête internationale en 2021.

La guerre de la dignité menée par le Président de la République pour débarrasser les citoyennes et les citoyens de tous les aspects négatifs, a commencé avec la confiance placée en sa personne par le peuple lors d'une élection régulière et transparente.

Il honora son engagement en supprimant l'impôt sur le revenu pour les salaires égaux ou inférieurs à 30 000 DA. Une mesure qui a profité à près de 2 millions de travailleurs.

Cette guerre se poursuivra avec l'augmentation du salaire minimum garanti, porté à 20 000 DA, l'institu-

tion d'une allocation chômage dont le montant est passé de 13 000 à 15 000 DA, net d'impôts, en sus de la prise en charge par l'État de la couverture sanitaire des chômeurs durant la période de bénéfice.

La guerre pour la préservation de la dignité du citoyen continua à travers les modifications décidées par le Président de la République dans la grille des salaires des fonctionnaires, entrées en vigueur à compter de mars 2022.

Cette revalorisation salariale interviendra sur deux ans (2023-2024) pour atteindre annuellement un seuil oscillant entre 4 500 DA et 8 500 DA en fonction des grades. L'augmentation des salaires en trois ans (2022, 2023, et 2024) sera ainsi de 47%.

Des décisions dans le même sens se sont succédées, à l'image de cette mesure historique et sans précédent dans l'histoire du pays, à savoir le lancement de la titularisation de 600 000 Algériens dans le secteur public, le délai de clôture de ce dossier ayant été fixé au mois de décembre de l'année en cours.

Les retraités ont également bénéficié de ces mesures. Le Président

Tebboune a décidé de l'augmentation du seuil minimum de la pension de retraite à 15 000 DA pour ceux qui percevaient une pension inférieure à 10 000 DA et à 20 000 DA pour ceux qui percevaient une pension de 15 000 DA afin de l'harmoniser avec le seuil minimum des salaires qui a, lui aussi, augmenté de 18 000 DA à 20 000 DA depuis 2021.

Le Conseil des ministres du 16 avril 2023 a approuvé la modification de la loi relative à la retraite pour l'adapter aux augmentations exceptionnelles des allocations et pensions, honorant ainsi l'engagement du président de la République à améliorer le niveau de vie de cette catégorie qui a beaucoup donné à l'Algérie au cours des années de service.

La dignité du citoyen, un dossier sous la supervision directe du Chef de l'État, est donc une guerre ouverte. Une guerre avec l'objectif de rendre l'Algérien fier de son pays qui n'acceptera jamais de plier l'échine, et continuera à avancer la tête haute parmi les nations.

APS

PERISCOPE

Soirperiscoop@yahoo.fr

Mardi 18 avril 2023 - Page 2

Un nouveau DG pour le Cread

Le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread) a un nouveau responsable à sa tête depuis dimanche.

Le nouveau directeur par intérim a été installé à la tête du centre, lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté le chef de cabinet du ministère de l'Enseignement supérieur, ainsi que le directeur général de la Direction de la recherche scientifique.



FINANCE ISLAMIQUE

LE CPA LANCE DE NOUVEAUX PRODUITS

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) lancera, prochainement, dans le cadre de la finance islamique, de nouveaux produits de financement destinés aux projets d'investissement, notamment le financement de l'approvisionnement de matière première pour les entreprises, a indiqué le chef de département de la finance islamique au niveau de cette banque publique, Sofiane Mazari. Le responsable a précisé à l'APS que *«la nouvelle orientation de la banque publique porte sur l'accompagnement des entreprises désirant concrétiser des projets d'investissement durant le cycle d'exploitation, notamment à travers le financement de l'approvisionnement de la matière première aux entreprises dans le cycle de production, pour contribuer à la réalisation de la relance économique»*. Evoquant les objectifs de la finance islamique, il a cité sa contribution au financement de l'économie nationale en drainant les épargnes et en les réinjectant pour financer l'activité d'investissement, d'autant plus qu'il y a un cadre juridique régissant ce

domaine. Ces nouveaux produits seront ajoutés à ceux de la finance islamique lancés par le CPA fin 2022 au profit des entreprises et des professionnels, pour financer les investissements fonciers, voire même le matériel, en vue *«d'encourager les entreprises désirant investir et concrétiser leurs projets en leur octroyant des crédits pour acquérir ces produits via la finance islamique»*, a-t-il fait savoir. Selon le responsable, le CPA a recouvré, dans le cadre de la finance islamique, 23 milliards de dinars de dépôts jusqu'à mars dernier, la plupart provenant des particuliers. Il a dévoilé de nouveaux produits de financement qui renforceront la gamme actuelle destinée aux particuliers, à l'instar du financement pour l'aménagement de logements. La banque CPA dispose également d'un programme d'extension du réseau de la finance islamique, actuellement présent dans 96 guichets à travers le territoire national, pour la renforcer avec près de 15 guichets à l'avenir, a-t-il relevé. (APS)

احتياطي الصرف يستعيد عافيته تدريجيا، الخبير بوبكر سلامي:

"البنك المركزي يواجه التضخم بمراجعة الاحتياطات الإلزامية"

قررت لجنة عمليات السياسة النقدية لبنك الجزائر الاعتماد على الآليات النقدية لضبط مقومات السياسة المالية، من خلال اللجوء إلى الرفع من نسبة الاحتياطات الإلزامية من 1 بالمائة إلى 3 بالمائة ابتداء من 15 أفريل 2023.

سعيد بشار



● في هذا الشأن، قال الخبير في المجال المالي والمصرفي بوبكر سلامي، إن رفع الاحتياطي الإلزامي للبنوك يعتبر إحدى الوسائل الاقتصادية والنقدية التي تستعملها البنوك المركزية في جميع أنحاء العالم، لمعالجة اختلالات ملاحظة في الدورة المالية والتداولات النقدية، إما عن طريق امتصاص السيولة أو ضخ جزء منها حسب المعطيات الموجودة.

وفي تصريح لـ"الخبر"، أوضح المتحدث في سياق الشرح أن الاحتياطي الإلزامي هو كمية من النقود تودع من قبل البنوك التجارية على مستوى البنك المركزي، تهدف إلى التحكم في السيولة النقدية، من خلال اللجوء إلى الزيادة أو النقص في نسبة الاحتياطي الإلزامي المفروض على البنوك، وبالتالي مواجهة ارتفاع نسب التضخم التي تخلفها ارتفاع السيولة في الدائرة النقدية الوطنية، وتأثيراته على ارتفاع الأسعار في السوق المحلية، وذلك من خلال ضخ كمية إضافية من الأموال المتداولة إلى البنك المركزي.

ومن الناحية المقابلة، تطرق الخبير المالي إلى حجم احتياطي الصرف، وقال بأن المخزون الوطني من العملة الصعبة انتقل من 60 مليار دولار في نهاية السنة الماضية إلى 66.4 مليار دولار في نهاية الثلاثي الأول من السنة الجارية، حسب آخر الأرقام الرسمية للبنك

المخزون الوطني من العملة الصعبة واستقراره في وتيرة متصاعدة، إلا أن مبلغ 66 مليار دولار المسجلة حاليا ليس بالمبلغ الكبير بالمقارنة مع 200 مليار دولار التي كانت تتوفر عليها الجزائر، بينما استدرج بتوقع تحقيق نتائج إيجابية في هذا المجال في حالة مواصلة هذه التوتيرة من صادرات الطاقة وارتفاع أسعار النفط في البورصة الدولية. ودعا المتحدث إلى التعامل بحذر مع هذه الكتلة النقدية من العملة الصعبة، والعمل تبعا لذلك على المحافظة عليها بغرض الاستثمار فيها وتحويلها إلى ثروة إلى الناحية الاقتصادية، وتفادي إنفاقها على المجالات غير الضرورية للاقتصاد الوطني.

المركزي. وذكر سلامي أن تسجيل هذه الأرقام ناتج عن عاملين أساسيين، أما الأول فيعود إلى ارتفاع أسعار المواد الطاقوية (النفط والغاز) على مستوى الأسواق الدولية في الأشهر القليلة الماضية، لينعكس على توفير احتياطي إضافي من العملة الصعبة للبلاد بفضل الصادرات الطاقوية المسجلة، أما العامل الثاني، فهو انخفاض الواردات الوطنية من حيث القيمة، وتراجعها من حوالي 60 مليار دولار إلى حدود 35 مليار دولار، مسجلة فارقا كبيرا في ميزان المدفوعات.

وعلى الرغم من هذا، فقد أضاف الخبير الاقتصادي بأنه على الرغم التعافي الملاحظ على هذا

س . ب

إجراءات يقرها البنك المركزي لماذا يتم رفع الاحتياطي الإلزامي؟

● يشير خبراء ماليون واقتصاديون إلى أن لجوء البنوك المركزية إلى زيادة نسبة الاحتياطي النقدي الإلزامي، يراد من وراءه التحكم في التضخم والمساهمة في تأطير وضبط السياسة النقدية التي يتبعها. ويعدّ الاحتياطي النقدي إحدى أدوات السياسة النقدية في يد البنك المركزي، المأخوذ بها في دول العالم لامتصاص ضغوط التضخم لتقليص حجم السيولة. ويعتبر خبراء المالية أن الاحتياطات الإلزامية أو القانونية كما تسمى أيضا، تمثل نسبة من ودائع العملاء بالعملة المحلية والعملات الأجنبية، تقوم البنوك بإيداعها لدى البنك المركزي دون احتساب أي عوائد عليها. تستفيد منها البنوك نظير إيداعها لهذه الودائع. ويعرف الاحتياطي الإلزامي على أنه عبارة عن نسبة قانونية على ودائع الجمهور غير المصرفي (ودائع تحت الطلب وودائع لأجل)، يفرضها البنك المركزي على البنوك التجارية عند استلامها لهذه الودائع، ويتم الاحتفاظ بها في حساب مفتوح لديه باسم هذه البنوك. وقد عرفت معدلات الاحتياطي الإلزامي تغييرا مستمرا، حيث بلغت 3% سنة 2001، و4.25% سنة 2002 وفق التعليمات رقم 06/01 المؤرخة في 06 ديسمبر 2001، لتستقر عند معدل 6.25 في المائة من 2003 إلى 2007، إلى صدور التعليمات رقم 07-13 المؤرخة في 24 ديسمبر 2007 تم تغيير النسبة إلى 8% لسنة 2008 و2009، وبموجب التعليمات رقم 09-03 المؤرخة في 25 فيفري 2009 ارتفعت النسبة إلى 9 في المائة، كما ارتفعت النسبة إلى 11% سنة 2011 بموجب التعليمات رقم 01-12 المؤرخة في 29 أفريل 2012، وبموجب التعليمات رقم 02-2013 المؤرخة في 23 أفريل 2013 تم رفع نسبة الاحتياطي إلى 12%. وفي 17 مارس 2019، أقدم بنك الجزائر على رفع نسبة الاحتياطي الإلزامي للبنوك من 8 بالمائة إلى 12 بالمائة، وفقا للتعليمات رقم 01-2019 مؤرخة في 14 فيفري 2019، والتي تعدل وتتمم التعليمات الصادرة في 2004 المتعلقة بنظام الاحتياطات الإلزامية. وقبلها، كان بنك الجزائر قد قام خلال جانفي 2018 برفع نسبة الاحتياطات الإلزامية من 4 بالمائة إلى 8 بالمائة، وخلال شهر أوت 2017، تم تخفيض هذه النسبة من 8 بالمائة إلى 4 بالمائة، وكان بنك الجزائر خلال ماي 2016 أقدم على خلفية تقلصات جذرية في

السيولة البنكية بفعل الأزمة البترولية والمالية العالمية، بتخفيض نسبة الاحتياطات الإلزامية للبنوك من 12 بالمائة إلى 8 بالمائة. وجدير بالإشارة إلى أن بنك الجزائر اتخذ قرارات سابقة، منها تلك المتخذة في مارس 2020 والقاضية بتخفيض الاحتياطي الإلزامي من 10 إلى 8 بالمائة، وكان الإجراء يرمي إلى توفير السيولة في البنوك، والذي ومع مصاحبته بخفض سعر الفائدة، يمكن أن يوفر هامشا لدى المؤسسات المصرفية في مجال توفير السيولة. وحسب خبراء المالية، فإن خلفيات مثل هذه الإجراءات كانت تهدف إلى توفير السيولة في البنوك والمؤسسات المالية، حيث انخفض احتياطي الزامي يؤدي إلى ترك سيولة بفارق 2 بالمائة للبنوك التجارية مقارنة بالسابق عندما كانت تحجز لدى البنك المركزي احتياطي، وقد اتخذ بنك الجزائر إجراءات في سياق السياسة النقدية التي أقرها في مجال خفض نسبة الاحتياطات الإلزامية ورفع الحد الأدنى لإعادة تمويل السندات العمومية المتفاوضة وتمديد مدة إعادة التمويل من 7 أيام إلى شهر والتبعية الكاملة لطلبات إعادة تمويل البنوك، وهو ما ساهم في رفع مستويات السيولة. وقد اتخذ البنك المركزي في 8 فيفري 2021 أيضا قرارا بخفض معدل الاحتياطي الإلزامي من 3% إلى 2% بداية من 15 فيفري 2021، بهدف تحرير هامش سيولة إضافية لتعزيز القدرات التمويلية للبنوك وفقا للسياسة الوطنية للإنعاش الاقتصادي وتويعه. ويشير خبراء المالية إلى أن الاحتياطات القانونية أداة مهمة من أدوات السياسة النقدية يتم استغلالها عند البدء في مواجهة التضخم، ويلاحظ خبراء المالية أن البنك المركزي يستطيع من خلال الاحتياطات الإلزامية التحكم في حجم النقد المتاح بزيادته عند فترات الانكماش بتخفيض نسبة الاحتياطات، وتخفيضه عند زيادة معدلات التضخم بزيادة نسبة الاحتياطات، إضافة إلى التحكم في سعر العائد، حيث يحدّد كل بنك سعر العائد على ودائعه وقروضه، وأيضا ضمان سلامة وملاءة البنوك. وتعدّ السياسة النقدية من أهم الإجراءات اللازمة لتمكين السلطات النقدية من إدارة العرض النقدي وضبط السيولة، بما يتوافق مع الأهداف الاقتصادية للدولة كتحقيق الاستقرار النقدي. **حفيظ صواليبي**

على غرار الاستعلام المالي عدة هيئات معنية بمحاربة ظاهرة تبييض الأموال



٢٠١٥

● شكل موضوع تبييض الأموال محور أشغال يوم دراسي احتضنته مجلس قضاء سكيكدة، أمس، وحضره محامون ومحضرون قضائيون ومحافظو بيع بالمزاد العلني وموثقون، والذين سيتعاملون، وفق نشاطهم، بالأحكام الجديدة التي جاء بها القانون 23/1 المتعلق بتبييض الأموال ودعم الإرهاب. وقد جاء هذا القانون للقضاء على ظاهرة خطيرة جدا، تتعلق بالأموال ذات المصدر غير المشروع. كما أن القانون الجديد جاء لمكافحة هذه الأموال غير المشروعة، حسب ما تحدث عنه وكيل الجمهورية لدى محكمة سكيكدة، عادل ضيو، في تصريح للصحافة على هامش أشغال اليوم الدراسي. وحسب وكيل الجمهورية عادل ضيو، فإن جريمة تبييض الأموال أصبحت جريمة مستقلة بحد ذاتها، حيث كانت قبل التعديل الجديد جريمة أموال متعلقة بجرائم أصلية، أي يجب أن تكون هناك جرائم أصلية ومن ثم يتم التطرق إلى جريمة تبييض الأموال. أما القانون الجديد فقد أقر باستقلالية جريمة تبييض الأموال، كما ظهرت هناك بعض المصطلحات المهمة، على غرار المستفيد الحقيقي من الشخص المعنوي، إذ أن هناك العديد ممن يلجأون إلى إنشاء شركات، سواء كانت ذات مسؤولية محدودة أو ذات الشخص الوحيد، من أجل إخفاء هذه الأموال غير المشروعة. وأضاف وكيل الجمهورية أن التحري والتحقيقات يجب أن تنصب وتصل إلى الشخص المستفيد الحقيقي من هذه الأموال غير المشروعة، وأن مساعدي العدالة، وهم المحامون والمحضرون القضائيون والموثقون ومحافظو البيع بالمزاد العلني، فقد أصبحت الهيئات التي يتبعون لها مهمة مراقبة ومتابعة منتسبيها، من خلال مراقبة الذمم المالية لمنتسبيها والقيام بالإخطارات والإجراءات الضرورية. وأشار وكيل الجمهورية، عادل ضيو، في سياق تصريحه، إلى وجود عدة هيئات تعنى بمحاربة ظاهرة تبييض الأموال، على غرار خلية الاستعلام المالي التي تتلقى مختلف التصريحات بالشبهة، سواء من طرف البنوك أو مساعدي العدالة ومختلف الجهات التي ألزمها القانون بالتصريح بالشبهة، ومن خلال كل هذا، تقوم بالتحريات والتحقيقات المالية التي تراها مناسبة.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger